

Apprenez ce que
vous pouvez faire à

Passez  aubleu.org



cyberpresse.ca

LeSoleilSurMonOrdi.ca



Publié le 23 juillet 2009 à 05h00 | Mis à jour le 23 juillet 2009 à 05h00

Au mépris de la vie



[Pierre-Paul Noreau](#)
Le Soleil

(Québec) Que penser de l'attitude d'un gouvernement occidental dans le cas suivant? Un de ses citoyens est en prison dans un pays étranger dirigé par un régime réputé pour sa brutalité. L'homme n'est accusé de rien et n'a pas été jugé. Mais soudain, les services consulaires qui l'assistent sont prévenus par les services secrets étrangers que ce visiteur est devenu gênant, et qu'à moins qu'il ne retourne rapidement là d'où il vient, il risque de... disparaître. Réaction des autorités à la menace? Aucune digne de mention.

On ne s'étonnera pas que ce même gouvernement ait abandonné un enfant-soldat dans la prison de Guantanamo et refuse de le récupérer malgré sa citoyenneté. Même la demande pressante du président Barack Obama de sortir ces détenus afin de pouvoir mettre la clef sous la porte de cet établissement où s'est pratiquée la torture, est restée sans effet.

C'est toujours ce même gouvernement qui a modifié la politique nationale d'opposition à la peine de mort et qui ne prend donc plus systématiquement tous les moyens légaux et diplomatiques pour éviter que ses citoyens reconnus coupables de crimes violents à l'étranger ne soient exécutés, mais soient plutôt emprisonnés.

Ce pays, c'est évidemment le Canada. Ce gouvernement, celui du premier ministre Stephen Harper. Le premier cas mentionné ci-dessus est celui d'Abousfian Abdelrazik, qui a été emprisonné au Soudan, l'autre étant celui du jeune Omar Khadr, seul ressortissant occidental toujours détenu sur la base américaine à Cuba.

Est-ce bien là le Canada légué par les Pearson, Trudeau, Mulroney et Chrétien, ce pays de civisme et de tolérance, cette référence internationale en matière de respect des droits de la personne?

Bien des Canadiens ont raison de ne plus s'y reconnaître. Il y a en effet matière à être scandalisé quand, comme le révèle le *Globe and Mail* sur la base de notes diplomatiques, les autorités canadiennes n'ont même pas réagi à la menace directe à la vie de l'un de leurs ressortissants par un régime dont on peut craindre le pire. Le président soudanais Omar el-Béchar est en effet poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour par le Tribunal pénal international.

Même si le nom d'Abousfian Abdelrazik s'est retrouvé sur une liste du Conseil de sécurité pour avoir été proche d'Al-Qaida et même si Omar Khadr - issu d'une famille d'extrémistes - pourrait avoir lancé une grenade qui a tué un soldat, est-ce défendable de perdre toute humanité et de laisser ces gens exposés aux pires sévices ou à la mort? La vraie réponse canadienne est non. M. Abdelrazik est heureusement de retour au Canada et libre, n'étant d'ailleurs accusé de rien. Mais Omar Khadr, lui, croupit toujours à Guantanamo. Qu'on le rapatrie au plus vite.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.